



EDF-GDF, Sécu... Ils gouvernent au mépris de l'opinion !

Mardi, la majorité de Chirac-Raffarin-Sarkozy a voté le changement de statut d'EDF-GDF, son ouverture au capital, c'est à dire en clair, sa privatisation. Désavoués par deux fois dans les urnes, ce gouvernement et sa majorité parlementaire bafouent l'opinion publique pour imposer leurs réformes. Après la privatisation d'EDF-GDF, le Parlement passe, dans la foulée, au projet de réforme de l'Assurance-maladie. Douste-Blazy entend l'ouvrir encore plus aux assurances privées, après avoir épongé son prétendu déficit sur le dos des assurés.

AVEC LES ELECTRICIENS ET LES GAZIERS

Les manifestations qui ont eu lieu le même jour contre la privatisation et pour la défense de la Sécu ressemblent à un baroud d'honneur. Engluées dans des négociations à n'en plus finir, les directions des grandes confédérations syndicales, y compris celle de la CGT, n'ont pas eu de politique visant à organiser réellement la mobilisation d'ensemble pour refuser les projets du gouvernement. Pourtant, ce dernier est affaibli, isolé par rapport à l'opinion. Mais rien n'est encore joué et il est important de ne pas laisser les provocations du gouvernement et de sa majorité à sa botte, sans réponses.

Il faut, aussi, que s'exprime la solidarité de l'ensemble des salariés vis à vis de ceux d'EDF et de GDF, aujourd'hui menacés de sanction.

Le gouvernement Raffarin III est peut-être en train de réussir à faire passer en force ses projets, mais il nous appartient de faire savoir le plus fortement possible qu'il n'a pas notre assentiment et que nous ne baissons pas les bras. Tout n'est pas joué, c'est un rapport de force qu'il s'agit d'inverser.

NOS DROITS, SANS ATTENDRE

Face à l'ampleur des attaques contre les salariés, les vaines escarmouches parlementaires et les batailles d'amendements menées par l'opposition apparaissent

bien dérisoires. Le Parti socialiste est plus soucieux de donner le change que d'affronter, avec les salariés, gouvernement et patronat. Les réformes de Sarkozy ou Douste-Blazy ne s'amendent pas, elles se combattent et se rejettent.

Mais les dirigeants de la gauche gouvernementale ne pensent qu'à 2007, à l'élection présidentielle.

Raffarin se prépare, dès maintenant, une fois ses projets votés, à accroître son avantage. Le patronat l'y pousse. Il veut être le plus compétitif possible sur le marché mondial pour profiter, au mieux de ses intérêts, de la reprise économique.

Cela veut dire de nouvelles attaques contre les services publics, nos droits, contre l'emploi ou les salaires.

UNIR NOS FORCES

De nouvelles attaques sont programmées, en particulier des licenciements. Le gouvernement entend donner l'exemple puisque Sarkozy vient d'annoncer la suppression, en 2005, de 17 000 postes de fonctionnaires... Le ton est donné.

C'est pourquoi, tout ce qui sera fait pour mettre en échec les plans du gouvernement sur la Sécu contribuera à encourager toutes les résistances et les luttes. Prendre pleinement sa part aux mobilisations en cours est de l'intérêt de chacun.

Ce gouvernement illégitime, sans majorité dans le pays, essaye de passer en force en s'appuyant sur le Parlement. Il n'a pas encore gagné si nous tirons les leçons de ces derniers mois, en prenant nos affaires en main.

L'unité nécessaire à la défense de nos droits, il nous faut la construire avec tous ceux qui entendent, sans attendre, faire échec au gouvernement et au patronat.

Le 29/06/04